

avait pas urgence. Je suis sûr que quand il a examiné la situation au Manitoba, il a dû se contenter de faire le tour de l'aéroport de Winnipeg sans aller plus loin. Je sais que j'ai été alarmé lorsqu'il a fait cette déclaration. La plus grande partie de la récolte dans la région de Winnipeg était submergée. La plus grande partie de la récolte dans l'Ouest du Manitoba était encore en andains et se mouillait chaque jour davantage.

Finalement, à la fin de novembre, la Commission du blé annonçait un contingent spécial de trois boisseaux pour les céréales humides. A ce moment, la plupart du blé révélait à l'analyse une teneur en humidité de 20 à 21 ou davantage. Toutefois, en octobre le même blé montrait une teneur d'environ 17 ou 18. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi alors? Il avait été mis au courant, monsieur l'Orateur, et nous savons tous que les céréales sont plus faciles à sécher à 17 ou 18 qu'à 21 ou plus.

Une autre question que je voudrais demander est pourquoi il a fallu si longtemps pour faire fonctionner les installations de séchage à la tête des Lacs 24 heures par jour et sept jours par semaine? Le gouvernement a sûrement dû se sentir inquiet et aurait pu tenter de résoudre le problème plus tôt. Dès janvier, on a demandé pourquoi plus de séchoirs n'étaient pas utilisés. Tout agriculteur vous dira qu'il est onéreux de sécher des céréales lorsque la température baisse à 25 ou 30 degrés au-dessous de zéro.

Je me suis déjà prononcé en faveur des avances consenties aux cultivateurs pour sécher leur grain. Mais le gouvernement doit comprendre que le crédit n'est pas la solution aux problèmes agricoles actuels au Canada. Bien des secteurs de la circonscription de Marquette n'ont même pas encore obtenu un contingent d'un boisseau pour le grain sec, et nous voilà à la fin de janvier. Le gouvernement croit-il que les cultivateurs pourront subsister encore bien longtemps s'ils n'obtiennent que des contingents annuels de cinq ou six boisseaux? Les fermiers ne peuvent résoudre les problèmes agricoles sans des mesures radicales de la part du gouvernement qui devrait se montrer plus agressif pour vendre le grain. Pourquoi la Commission du blé se préoccuperait-elle de vendre du blé quand le premier ministre (M. Trudeau) demande, comme à Winnipeg: «Pourquoi vendrais-je du blé?» Le gouvernement doit donner une orientation et une impulsion à toute l'industrie agricole, et il est temps qu'il se mette au travail.

Nous avons tous entendu parler de la situation déplorable qui existe à Vancouver, où de nombreux navires attendent du grain sec. Cette fois encore, le gouvernement a tardé à

agir. Il a fallu un débat spécial sur l'agriculture le 22 janvier dernier, sur l'initiative des députés de l'opposition officielle, pour que le grain se mette en mouvement. Comment se fait-il que moins de vingt-quatre heures après le débat, des trains quittaient Moose Jaw chargés de blé du Nord n° 2? C'est à la suite des instances des députés de ce côté-ci de la Chambre.

Je répète que le crédit n'est pas la seule solution à nos problèmes agricoles. Il est temps que le gouvernement examine la grave situation qui menace les cultivateurs canadiens et qu'il énonce une politique agricole concrète afin que les cultivateurs aient leur part dans la prétendue société juste que préconise le gouvernement.

● (2.50 p.m.)

**M. Ed Schreyer (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, si le ministre prend la parole dès maintenant je suppose qu'il mettra fin au débat; je voudrais donc faire quelques observations à propos du bill n° C-162.

A l'instar de l'honorable préopinant je me vois dans l'obligation d'appuyer la mesure, car elle procure une certaine aide financière aux producteurs de blé de l'Ouest. Mais on ne saurait dire, étant donné l'ampleur du problème qui assaille les producteurs de céréales des Prairies, que le projet de loi est d'une importance capitale. J'ai écouté avec intérêt aujourd'hui les observations du très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) et d'autres à propos du projet de loi. Je déclare le gouvernement actuel coupable de péchés d'omission. L'automne dernier, dès la mi-octobre on pouvait voir que la moisson dans les Prairies était fort compromise. On aurait pu en déduire qu'une forte proportion de la récolte serait avariée. Et pourtant de la mi-octobre à la fin de l'année le gouvernement ou l'un de ses organismes n'a vraiment fait aucun effort véritable d'organisation pour remédier à la situation. Ce n'est que maintenant, à la fin janvier, que l'on s'efforce systématiquement de réunir un nombre suffisant des séchoirs et de les répartir proportionnellement dans les régions où le besoin se fait sentir.

On pourrait demander la cause de l'apathie du gouvernement envers le problème, en novembre et en décembre? Actuellement depuis la mi-janvier, les Prairies traversent une période de froid intense. J'imagine que l'on sèche peu de céréales en ce moment aux élévateurs régionaux et dans les fermes. Quel dommage d'avoir gaspillé novembre et décembre. On peut dire sans exagérer que le gouvernement doit accepter la responsabilité de la situation: sur 200 millions de boisseaux de céréales avariées et impropres à la

[M. Stewart (Marquette).]